



Contrat de plan Etat – Collectivité territoriale de Corse 2015-2020



octobre 2015

Sommaire

Préambule.....	4
Orientations stratégiques de la Corse	4
Tableau général des financements du CPER 2014-2020	7
Volet mobilité multimodale	8
Éléments de contexte.....	9
Les transports routiers.....	9
Objectif MO1 – Infrastructure ferroviaire.....	11
Enjeux	11
Actions retenues dans le CPER.....	12
Mesure 1. Accroître la capacité de gestion du trafic, notamment sur Bastia et Ajaccio, en équipant le réseau du nouveau système de gestion des circulations.....	12
Mesure 2. Augmenter la fréquence des navettes périurbaines	13
Récapitulatif des objectifs MO (en M€).....	14
Volet enseignement supérieur, recherche et innovation.....	15
Contexte général.....	16
Un cadre institutionnel unique en matière d'enseignement supérieur et de recherche	16
Une université, acteur central de l'enseignement supérieur et de la recherche en Corse	17
Des opérateurs nationaux et locaux, publics comme privés, acteurs et partenaires de la recherche en Corse	18
La stratégie vertueuse d'une politique scientifique.....	19
Enjeux	19
Objectif ESRI1 – Disposer d'un campus universitaire rénové et connecté.....	21
Récapitulatif de l'objectif ESRI1 (en M€)	23
Objectif ESRI2 – Soutenir la dynamique de la recherche en Corse.....	24
Récapitulatif de l'objectif ESRI2 (en M€)	25
Objectif ESRI3 – Ouvrir l'enseignement supérieur et la recherche sur son environnement territorial au service de l'innovation	26
Récapitulatif de l'objectif ESRI3 (en M€)	27
Volet transition écologique et énergétique.....	29
Éléments de contexte.....	29
Objectif TEE1 - Transition énergétique et changement climatique	29
Actions retenues dans le CPER.....	30
Mesure 1: Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments.....	30
Mesure 2 : Favoriser le développement des énergies renouvelables	31
Mesure 3: Accompagner les démarches de territoires « Energie – Air – Climat »	32
Objectif TEE2 - Biodiversité et préservation des ressources	33
Actions retenues dans le CPER.....	34
Mesure 1 : Améliorer la gestion durable et intégrée de l'eau et des milieux aquatiques	34
Mesure 2 : Préserver et restaurer la biodiversité terrestre et marine.....	36
Mesure 3 : Soutenir les collectivités locales dans leur démarche territoriale de développement durable	37
Mesure 4 : Aménager et gérer les sites naturels emblématiques de l'île	37
Objectif TEE3 - Les risques naturels	37
Enjeux	37
Actions retenues dans le CPER.....	38
Objectif TEE4 - Économie circulaire et gestion des déchets	38
Actions retenues dans le CPER.....	39
Mesure 1 : Prévenir la production de déchets et développer l'économie circulaire	39
Mesure 2 : Optimiser la gestion, le recyclage et la valorisation des déchets	39
Récapitulatif des objectifs TEE (en M€).....	39
Volet numérique.....	42

Éléments de contexte.....	42
Objectif NUM1 - Numérique	42
Enjeux.....	42
Actions retenues dans le CPER.....	44
Mesure 1 : Développer l'écosystème numérique dans le monde de l'éducation	45
Mesure 2 : Soutenir la structuration d'un pôle d'excellence d'entreprises dans le domaine du numérique	44
Mesure 3 : Renforcer la collaboration des acteurs de l'information géographique en Corse	45
Récapitulatif des objectifs NUM (en K€)	48
Valorisation des crédits en M€ - Fonds pour la société numérique (FSN).....	49
Volet emploi, orientation et formation professionnelle	51
Éléments de contexte.....	51
Objectif EM.....	51
Enjeux	51
Actions retenues dans le CPER.....	52
Mesure 1. Favoriser la connaissance des territoires, des filières ou des secteurs les plus représentatifs en Corse avec l'appui de l'observatoire régional emploi formation (OREF) et de l'association régionale de l'amélioration des conditions de travail (ARACT) dans une démarche prospective et d'adaptation des outils de la stratégie régionale pour l'emploi.....	52
Mesure 2. Soutenir l'accès à l'information sur la formation avec l'appui du centre d'animation, de ressources et d'information sur la formation (CARIF) et la professionnalisation des acteurs	52
Mesure 3. Sécuriser les parcours professionnels des personnes fragilisées sur le marché du travail et anticiper les mutations économiques en identifiant et en accompagnant les entreprises.....	52
Mesure 4. Accompagner le déploiement des accords de branche nationaux et les accords régionaux d'engagements de développement de l'emploi et des compétences (EDEC...).....	52
Récapitulatif des objectifs EM (en €).....	53
Volet territorial.....	55
Éléments de contexte.....	55
Volet rural.....	56
Objectif TER1 - Amélioration des services à la population, revitalisation économique des territoires ruraux	56
Objectif TER2. Préserver et organiser les espaces ruraux : amélioration de l'accès et de l'offre d'accueil du public en montagne.....	58
Volet urbain.....	59
Enjeux	59
La politique urbaine : territoires et programmes.....	59
Enjeux, axes retenus et types d'actions.....	61
Volet Langue corse	66
Enjeux	66
La vitalité de la langue corse en 2013	66
La langue corse dans l'enseignement.....	66
Le cadre juridique de l'enseignement de la langue corse et du partenariat avec le Rectorat	66
Le Plan « Lingua 2020 » :	67
Actions retenues dans le CPER.....	67
Mesure 1. Former les enseignants.....	68
Mesure 2. Assurer le fonctionnement des centres de séjour et d'études corses.....	68
Mesure 3. Produire et diffuser des outils pédagogiques performants	68
Mesure 4. Équiper les sites bilingues en ressources numériques.....	68

Preamble

En relançant pour les années 2015-2020 la contractualisation des investissements publics à travers les contrats de plan, le Gouvernement a souhaité acter pour cinq ans les priorités sur lesquelles s'accordent l'Etat et les Régions.

Cette nouvelle génération de contrat de plan Etat-Région (CPER) 2015-2020 constitue un véritable catalyseur d'investissements et doit permettre d'élever le niveau d'équipement des régions, de soutenir l'emploi et de préparer l'avenir. Ce CPER organise désormais la convergence de financements qui étaient jusqu'alors dispersés en favorisant les projets structurants dans les territoires. D'autres sources de financements sont également mobilisées puisque plusieurs opérateurs de l'Etat sont parties prenantes des CPER, comme l'ADEME ou l'ANRU. Une partie du programme d'investissement d'avenir est également territorialisée et inscrite dans les contrats. Les fonds sont notamment mobilisables pour compléter et s'articuler avec la mise en œuvre des fonds structurels européens dont les régions sont autorités de gestion.

Ces nouveaux contrats se caractérisent par leur dimension resserrée et stratégique et six volets essentiels pour investir dans l'avenir ont été définis. A ces six volets s'ajoute la priorité transversale de l'emploi. Aussi, les CPER visent à relancer l'investissement public et soutenir l'emploi, mettre en cohérence des politiques publiques en faisant converger des financements en faveur de projets structurants et soutenir le développement des territoires les plus vulnérables.

L'Etat et la collectivité territoriale de Corse ont bâti une stratégie de développement commune et s'engagent ensemble sur le financement pluriannuel d'opérations visant à développer et aménager le territoire. Ce CPER est le fruit d'une concertation initiée par l'Etat et la collectivité territoriale de Corse début 2014.

Orientations stratégiques de la Corse

L'Etat et la collectivité territoriale de Corse (CTC) ont conduit leurs réflexions en cohérence avec les différents programmes connexes qui interviendront sur la période 2015/2020. La stratégie définie, vise à s'appuyer sur les atouts de la Corse pour renforcer son dynamisme et son attractivité. L'emploi reste la priorité traitée de façon transversale dans les différentes thématiques. Cette démarche s'est appuyée sur les schémas régionaux existants ou en cours d'élaboration (PADDUC, SRCAE, SDAGE,...). La collectivité territoriale de la Corse et l'Etat ont choisi d'accompagner les transitions de la société Corse en s'appuyant sur les orientations du plan d'aménagement et de développement durable de la Corse. Trois défis majeurs ont été mis en avant.

Tout d'abord, le CPER envisage la transition écologique et énergétique comme un levier puissant de la croissance économique en Corse. Il s'agit, d'une part, de consommer mieux ou moins afin de maîtriser la croissance des besoins énergétiques et d'économiser les ressources et, d'autre part, de valoriser les ressources locales de façon à produire une grande part d'énergie en Corse et favoriser ainsi la croissance de l'emploi. Ces enjeux sont particulièrement prégnants tant le patrimoine naturel de la Corse est riche et diversifié. Dès lors, il importe de le protéger et de le valoriser. Ainsi, l'Etat et la CTC soutiennent les projets visant à conduire une politique ambitieuse de maîtrise de l'énergie, d'économie circulaire et de gestion des déchets tout en s'appuyant sur une gamme diversifiée d'énergies renouvelables avec un fort potentiel de développement. Aussi, afin de faciliter la prise en compte de l'environnement et accompagner les porteurs de projets et acteurs locaux dans ce sens, des éco-critères ont été identifiés pour chaque mesure. Ils ont été inspirés par les objectifs ambitieux du PADDUC en matière d'aménagement ainsi que par la démarche d'Agenda 21, portés par la CTC. Ils doivent permettre de garantir que les projets financés au titre du CPER 2015-2020 contribuent à la transition écologique et énergétique de notre modèle de développement, en cohérence avec les orientations régionales.

Ensuite, la deuxième grande orientation stratégique qu'ont retenue l'Etat et la CTC vise à accompagner la transition territoriale et la cohésion sociale pour fortifier l'attractivité de la région. Dans un contexte où la Corse demeure une région attractive et dont le dynamisme démographique demeure constant, l'Etat et la CTC ont choisi de renforcer le réseau ferroviaire de la Corse en y consacrant une enveloppe conséquente de 30 M€ en vue notamment de développer l'intermodalité et ainsi améliorer la communication et les transports, enjeux majeurs pour toute l'île. Cet enjeu est d'autant plus marqué dans un territoire dont une grande partie est constituée par des espaces ruraux qui se caractérisent par un fort enclavement. Ces espaces font face à d'importants problèmes d'accessibilité et sont insuffisamment desservis en services fondamentaux. Or, la continuité des services et leur accessibilité pour les populations représentent un enjeu fort pour l'Etat et la CTC. Conformément au projet régional de développement durable décliné dans les différents livrets du PADDUC, la mise en œuvre du volet territorial du CPER cherchera à corriger les effets de ce déséquilibre structurel dans un souci d'égalité des territoires et de maintien de cohésion sociale et territoriale. Aussi, en complémentarité des mesures retenues dans le programme de développement rural de la Corse, le CPER interviendra notamment pour la mise en place de maisons de services au public mais aussi en valorisant ces espaces ruraux en participant à l'amélioration et à la remise aux normes des opérateurs touristiques. Dans le même objectif d'atténuation des inégalités, la CTC et l'Etat se mobilisent aussi dans le cadre du CPER afin d'intervenir au sein de démarches territoriales intégrées sur les quartiers urbains identifiés comme concentrant les principales difficultés économiques et sociales de la région. Enfin, la langue corse constitue un vecteur fort de la cohésion sociale de l'île, en tant que valeur commune et marqueur essentiel de la spécificité du territoire, facteur de développement culturel et accompagnant le développement économique. C'est

pourquoi l'Etat et la CTC ont tenu à accompagner et soutenir le bilinguisme en finançant des opérations à hauteur de 17.5M€.

Enfin, la troisième orientation stratégique que se sont fixés l'Etat et la CTC vise à soutenir la transition du numérique qui joue un rôle déterminant dans tous les domaines de la vie économique, culturelle et citoyenne et qui retentit sur le volet enseignement et recherche. Aussi, afin que le CPER joue pleinement son rôle de catalyseur, les principaux objectifs retenus pour la période consistent à rechercher une couverture exhaustive du territoire en réseau très haut débit (Programme des investissements d'avenir -PIA) et favoriser la structuration d'un pôle d'excellence d'entreprises dans le domaine du numérique. Cette stratégie doit s'exprimer autour d'acteurs susceptibles d'impulser des dynamiques de projets innovants.

Cette stratégie intervient en cohérence et en complémentarité avec les différents programmes qui interviendront pendant la période 2015/2020 ainsi qu'avec les politiques sectorielles menées de manière concomitante sur le territoire de la Corse.

Tableau général des financements du CPER 2014-2020

[illegible]

Le taux maximum de participation de la CTC est de 30%, le taux minimum de la collectivité locale est de 20%.

Volet Langue corse

Objectif TIER: Accompagner en l'accélération la progression vers la généralisation du bilinguisme.

Enjeux

La vitalité de la langue corse en 2013

Selon l'enquête sociolinguistique conduite par la CTC en novembre 2012, 86 % des insulaires estiment « important ou très important » le problème de la langue et 90 % de la population souhaitent pour l'avenir une société bilingue français-corse.

Il convient de rappeler que la langue corse est classée par l'UNESCO parmi les langues en danger d'extinction.

L'enquête de novembre 2012 conduite par la CTC visait à connaître plus précisément les compétences linguistiques, les attitudes des insulaires envers la langue corse, et dans une moindre mesure, leurs pratiques. L'enquête étant basée sur du déclaratif, l'écart entre l'expression du désir d'usage et l'usage réel peut être significatif. Il appartiendra en retour à l'institution de développer d'autres enquêtes afin de mesurer et d'explicitier cet écart. Au terme de cette étude, on peut observer un certain nombre de tendances quant à la vitalité de la langue corse :

- la Corse compterait entre 86 800 et 130 200 locuteurs corsophones pour une population de 300 000 habitants ;
- 90 % des sondés pensent qu'à l'avenir en Corse, il faudrait parler corse et français ;
- 58 % déclarent comprendre le corse "bien" ou "assez bien" ;
- plus d'un quart le parlerait "bien" (28 %).

Les réponses aux différentes questions de l'enquête font notamment apparaître un fort « désir de langue » dans les domaines de l'enseignement, de la musique, des médias, de la formation professionnelle...

La langue corse dans l'enseignement

Le projet éducatif, inscrit dans le Cahier n° 5 « lingua è cultura corsa » du PRDF du 29 juin 2006 et dans les deux conventions État-CTC du 30 octobre 2007, visait à « offrir à tous les élèves la perspective d'un bilinguisme ouvert sur le plurilinguisme ». Les résultats ont cependant été très en retrait des objectifs. Les aspects positifs :

- filières bilingues créées dans la quasi-totalité des maternelles à plus de quatre classes, seuils minimaux en CP et CE1 atteints ;
- objectifs CP et CE1 atteints ;
- achèvement du maillage des secteurs de recrutement des collèges en sites bilingues du premier degré ;
- forte augmentation des inscrits en langue corse en sixième jusqu'à 90 %, augmentation des effectifs en collège à 61 % ;
- exécution financière très satisfaisante de la convention additionnelle au contrat de projets État-CTC.

Les axes à améliorer :

- le cursus bilingue en école maternelle concerne 37 % des élèves, loin encore de la généralisation ;
- le pourcentage d'élèves en cursus bilingue en premier degré est de 30 % ;
- l'objectif de parité horaire français-corse n'est atteint que dans une minorité de sites ;
- la plupart des filières de collège sont insuffisamment alimentées par les sites bilingues du premier degré ;
- le pourcentage d'élèves en sections bilingues de collège est de 15,44 % ; l'objectif avait été fixé à 33 % ;

- le lycée demeure le maillon faible avec 22 % d'élèves étudiant le corse et n'assure que rarement le suivi des filières bilingues de collège ;
- les compétences à acquérir restent largement à améliorer ;
- la filiarisation engendre des effets pervers ; l'objectif est aujourd'hui la généralisation.

Le cadre juridique de l'enseignement de la langue corse et du partenariat avec le Rectorat

L'article L.4424-5 du code général des collectivités territoriales dispose que :

« L'Assemblée adopte (...) un plan de développement de l'enseignement de la langue et de la culture corses, dont les modalités d'application font l'objet d'une convention conclue entre la Collectivité Territoriale de Corse et l'État ».

« Cette convention prévoit les mesures d'accompagnement nécessaires, et notamment celles relatives à la formation initiale et à la formation continue des enseignants. ».

Il y a traditionnellement deux contractualisations entre l'État et la CTC :

- le contrat de plan ou, pour la période 2007-2013, une convention additionnelle au contrat de projets État-CTC, spécifiquement financière, qui concerne des programmes d'accompagnement de l'enseignement de la langue corse et bilingue ;
- la convention prévue à l'article L.4424-5 précité pour la mise en œuvre du Plan de développement voté par l'Assemblée de Corse, en termes d'objectifs et d'organisation.

Le présent CPER n'est donc qu'un aspect de la contractualisation avec l'État, une convention globale de mise en œuvre du Plan Lingua 2020 pour la partie enseignement devra être conclue.

Le Plan « Lingua 2020 » :

La délibération du 16 avril 2015 a établi le nouveau plan stratégique Lingua 2020 qui définit la stratégie de progression vers la normalisation de la langue et une société bilingue à l'horizon 2020 en traçant les perspectives à plus long terme.

Au niveau de l'enseignement, Lingua 2020 propose de nombreuses mesures pour la période du présent CPER : les expérimentations d'immersion en maternelle, la généralisation du concours bilingue pour les professeurs des écoles ainsi que la mise en œuvre d'un plan exceptionnel de formation continue des enseignants, afin de préparer la généralisation de l'enseignement bilingue pour tous les élèves de l'Académie.

Actions retenues dans le CPER

Mesure 1. Former les enseignants

La formation des enseignants est le socle de la réussite du plan de développement de l'enseignement de la langue corse. 54 % des enseignants du 1^{er} degré se déclarent corsophones et ils sont 34 % à être habilités. Au collège 251 enseignants sont habilités. Il convient donc de faire un effort exceptionnel dans ce domaine en formant les professeurs.

Cette formation va pouvoir être organisée de façon massive grâce à la décision de la ministre de l'Éducation nationale d'attribuer à l'Académie 20 postes de remplaçants en moyenne durant 6 ans. Ces postes sont expressément destinés à permettre l'organisation de stages pour les maîtres du premier degré.

La formation initiale et continue des enseignants s'envisage par rapport aux objectifs de :

- généralisation de l'enseignement bilingue à l'école primaire ;
- expérimentation en maternelle des filières en immersion pour ce qui concerne les disciplines non linguistiques ;
- généralisation de l'enseignement des trois heures hebdomadaires de langue corse hors classes bilingues ;

- augmentation du pourcentage d'élèves de collège en classes bilingues ;
- continuité des filières bilingues au premier et au second degré.

« L'Etat assurant les moyens de remplacement des enseignants, la CTC pourra soutenir l'organisation de stages d'immersion pour la formation initiale et continue des enseignants »

Mesure 2. Assurer le fonctionnement des centres de séjour et d'études corse

Les centres de séjour et d'études corse accueillent, dans les deux départements, des groupes d'élèves et d'enseignants pour des activités immersives en langue corse dans un cadre extrascolaire. Ils offrent aux élèves les conditions d'une immersion linguistique sur des séjours d'une durée allant d'une journée à Bastia ou Loretu di Casinca à une semaine à Savaghju et Bastelica.

2000 élèves fréquentent annuellement ces centres linguistiques pour un total d'environ 7000 journées enfants. 15 000 élèves ont pu ainsi fréquenter ces centres qui offrent aux élèves et aux enseignants un moment fort de pratique de la langue comme outil d'enseignement et langue de communication.

C'est un dispositif d'accompagnement indispensable aux écoles bilingues notamment.

L'Académie de Corse et la Collectivité Territoriale de Corse cofinancent le fonctionnement de ces centres et envisagent de soutenir la création de deux centres à la journée en Corse du Sud afin d'équilibrer l'offre territoriale.

Mesure 3. Produire et diffuser des outils pédagogiques performants

Il convient dans ce domaine de continuer la politique efficace mise en place depuis la précédente convention, notamment dans le cadre du partenariat pluriannuel avec le réseau CANOPE (ex CRDP de Corse). L'édition est le pilier de l'enseignement et dans ce domaine l'urgence est la mise à disposition de nouveaux manuels d'enseignement du corse conformes au cadre européen commun de référence pour les langues et favorisant l'entraînement à l'expression orale.

Il faut continuer et amplifier l'action en direction :

- de l'édition de manuels de disciplines non linguistiques et ressources en ligne ;
- de l'augmentation du nombre d'outils pédagogiques pour l'école maternelle et la petite enfance ;
- de l'élaboration de « référentiels métier » ;
- de la création d'outils pédagogiques s'appuyant sur le patrimoine hérité à partir de contes traditionnels, par exemple ;
- du soutien à l'édition d'œuvres de littérature jeunesse.

Mesure 4 - Aide au développement des sites bilingues :

Des ressources numériques en langue corse sont désormais mises à disposition concernant la littérature, la culture et l'environnement et permettent de traiter la langue corse sur les supports technologiques modernes désormais familiers.

L'accès au réseau est aujourd'hui en voie d'achèvement sur l'ensemble du territoire.

Il convient donc d'apporter aux établissements du second degré et écoles de Corse l'équipement nécessaire à l'exploitation de toutes les ressources : tableaux interactifs, ordinateurs, logiciels, tout en assurant le soutien aux projets pédagogiques et aux ateliers de pratique artistique.

Il importe également d'intensifier la conception et le développement de services en ligne de positionnement, d'évaluation et de certification de compétences en langue corse conformes au cadre européen des compétences linguistiques.

L'effort de l'Etat est valorisé sur les bases suivantes :

- 20 ETP (en moyenne) prévus pour le 1er degré, soit une valorisation à hauteur de 1 M€ par an,
- 125 000 € par an sur les crédits pédagogiques du premier degré,
- 141 000 € par an sur les crédits pédagogiques du second degré,
- 150 heures supplémentaires / année sur les crédits pédagogiques du second degré, soit 187 500 €.

Opérations	Total 6 ans	CTC	Etat
Formation des enseignants	8 058 000 €	900 000 €	7 158 000 €
Centres d'immersion	4 488 000 €	3 618 000 €	870 000 €
Outils pédagogiques	2 790 000 €	2 100 000 €	690 000 €
Aide au développement des sites bilingues	2 100 000 €	2 100 000 €	-
TOTAL	17 436 000 €	8 718 000 €	8 718 000 €

Modalités d'exécution du contrat

Durée du contrat de plan

Le présent contrat porte sur la période 2015-2020 inclus, il pourra être complété, pour son application, par des conventions particulières notamment avec les autres financeurs.

Modalités financières d'exécution du contrat de plan

Les engagements financiers de l'État et de la Collectivité territoriale de Corse dans le présent contrat sont récapitulés en annexe de ce document.

Les crédits de l'État et de la Collectivité territoriale de Corse sont mis en œuvre respectivement par le préfet de Région et par le Président du conseil exécutif de la CTC, selon les procédures comptables et réglementaires propres à chaque partenaire.

Il est précisé que les financements sur lesquels chacune des parties s'engage ne sont pas exhaustifs des autres formes d'aides dont les opérateurs prévues au contrat peuvent bénéficier le cas échéant.

Le contrat de plan définit des actions que l'État et la Collectivité territoriale de Corse s'engagent à mener conjointement ; ces actions doivent être conformes aux législations et réglementations nationales et communautaires en vigueur.

Révision du contrat de plan

Le présent contrat et ses conventions particulières peuvent être révisés en tout ou en partie d'un commun accord entre les partenaires concernés lorsque les conditions d'exécution du contrat démontrent la nécessité de procéder à une modification de certaines clauses. Cette révision se fera par dans le cadre d'avenants qui seront négociés et signés dans les mêmes conditions que le présent contrat.

Critères d'éco-conditionnalité

Un des objectifs des CPER 2015-2020 étant de contribuer à la transition écologique et énergétique, des critères d'éco-conditionnalité ont été élaborés à cet effet.

Gouvernance

Le suivi et l'évaluation du CPER seront effectués aux niveaux régional et national. Ils sont articulés avec le travail d'évaluation conduite sur fonds européens structurels et d'investissement, les objectifs des deux programmes étant partagés (inclusion sociale et territoriale, développement durable et équilibré).

Au niveau régional, un comité régional co-présidé par le Préfet de région et le Président du conseil exécutif se réunira chaque fois que nécessaire pour débattre des actions CPER. Au moins une fois par an, il validera et tirera les conséquences du bilan annuel d'exécution. A l'initiative des co-présidents, tout autre acteur pourra être invité.

La programmation des crédits de financement s'appuiera sur les dispositifs de programmation des différentes politiques d'intervention.

Suivi

Un suivi annuel d'exécution des réalisations physiques, financières (engagement et mandatement), et qualitatives sera effectué. Une analyse des modalités de mise œuvre et des effets produits alimentera les débats sur les aménagements demandés à mi-parcours.

L'application Synergie est l'outil de suivi du CPER de l'État. Pour ce qui concerne la région Corse, le suivi du CPER pourra s'appuyer sur l'outil Synergie si ce dernier est opérationnel et efficient pour les objectifs de suivi du CPER 2015-2020 recherchés par le comité régional.

Evaluation

L'évaluation du CPER sera régulière et répondra à une périodicité préalablement définie par le comité régional et adaptée à chaque thématique.

L'évaluation se décline sur les six années du contrat avec deux points de rendez-vous majeurs :

- 2017 : évaluation à mi-parcours en application de la clause de revoyure ;
- 2020 : évaluation pour permettre de lancer la génération suivante de contrats de plan.

Evaluation stratégique environnementale

1. Rappel de la réglementation en vigueur

Conformément aux dispositions du code de l'environnement (article R122-7 notamment), le CPER doit faire l'objet d'une évaluation environnementale. Le préfet de région est l'autorité environnementale administrative de l'État compétente en matière d'environnement pour cette procédure. Il est assisté par la DREAL pour l'exercice de cette compétence.

Une évaluation stratégique environnementale (ESE) doit être réalisée de façon itérative avec l'élaboration du CPER afin que l'évaluation des impacts puisse être assurée au fur et à mesure et les mesures compensatoires éventuellement nécessaires soient intégrées le plus en amont possible.

Cette évaluation est présentée à l'avis de l'autorité environnementale. La préparation de cet avis nécessite la consultation de services, dont l'Agence régionale de santé et les préfetures de département.

L'évaluation stratégique environnementale et l'avis de l'autorité environnementale font alors l'objet d'une publicité et d'une mise à disposition du public. Les durées minimales sont, pour la publicité, de huit jours avant le début de la mise à disposition du public, et pour cette dernière, d'un mois.

A l'issue de la procédure, le projet de CPER fait l'objet, si besoin, d'une mise au point finale et peut être signé.

2. La procédure retenue pour la Corse

Pour réaliser l'évaluation stratégique environnementale du CPER, il a été retenu le principe d'utiliser comme référence, l'ESE du programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020.

En effet, le CPER et le PO FEDER-FSE portent sur les mêmes thématiques (hormis la mobilité), sur le même territoire et sur la même période. Ces deux programmes sont co-rédigés par l'État et la Région et présentent entre eux des articulations. Enfin l'état des lieux environnemental est, par définition, le même pour ces deux programmes.